

Diversité des exploitations agricoles et pluriactivité des agriculteurs dans le Tiers Monde

Marc Dufumier

Institut national agronomique de Paris-Grignon (Ina-PG),
16, rue Claude Bernard,
75005 Paris
<dufumier@inapg.inra.fr>

Résumé

Comparativement aux exploitations minifundiaires, patronales, capitalistes ou étatiques, les exploitations agricoles familiales marchandes de taille moyenne font preuve d'une grande efficacité en matière de création de valeurs ajoutées et de maintien d'emplois en zones rurales. Celle-ci provient du fait que les exploitants optent souvent pour la mise en œuvre de systèmes de production leur permettant de valoriser au mieux la force de travail familiale disponible en tenant compte des éventuelles opportunités d'emplois et sources de revenus « extérieurs ». Les systèmes de production agricole mis en œuvre dans les exploitations familiales s'intègrent aisément au sein de systèmes d'activités plus globaux dont la « rentabilité » doit être appréciée en tenant soigneusement compte du coût d'opportunité de la force de travail. La décomposition des activités familiales en systèmes de production agricole et ensembles d'activités non agricoles n'en reste donc pas moins pertinente pour bien prendre en compte les pratiques et contraintes agronomiques : rotations, assolements, bilans fourragers, « transferts de fertilité », etc. Le concept d'exploitation agricole reste donc opératoire, même lorsqu'il ne s'avère pas y avoir de véritables « unités » de production ni de « centres » de décision uniques pour tout ce qui concerne ces activités.

Mots clés : exploitation agricole moyenne ; pays en développement ; agriculture à temps partiel ; coût d'opportunité.

Thèmes : systèmes agraires ; mécanisation et aménagement rural ; économie et développement rural.

Abstract

Farms' diversity and farmers' pluriactivity in the third world

Compared to other types of farms (smallholdings, large estates, public farms, etc), medium-sized commercial family farms have proven to be the most efficient at creating added value at less cost and at keeping jobs in rural areas. This is mainly because these farmers usually opt for agricultural production systems that make the most of family labour by taking into account other employment opportunities and off-farm sources of income. Such farming systems easily integrate into broader activity systems. That is why we have to take into account the multiplicity of activities and income opportunities outside the agricultural sphere available to farmers and their families. It also requires a common understanding of terms like "profitable". "Profitability" does not mean the same thing to an entrepreneurial estate, a very small holding or a family farm. Depending on the broader activity system the farm is part of, "profitability" cannot be understood in the same way. It remains important to understand the breakdown of farm activities carried out by family members into agricultural production systems and other non-agricultural systems in order to understand specific agronomic practices and constraints: rotation, cropping patterns, feed balance, "fertility transfers", etc. Which means that the concept of farming system remains operational, even when it becomes apparent they are implemented neither in genuine production "units" nor in decision-making "centres".

Key words: medium size farms; developing countries; part time farming; opportunity costs.

Subjects: farming systems; mechanization and rural planning; economy and rural development.

Tirés à part : M. Dufumier

La question se pose encore aujourd'hui de savoir quels sont les systèmes de production agricole qui ont le plus de chances d'être à la fois « rentables » pour les agriculteurs et efficaces du point de vue de leur contribution au bien-être des sociétés dans le Tiers Monde. La réponse à cette question suppose que soit bien prise en compte la multiplicité des activités et des opportunités de revenus qui s'offrent aux exploitants et à leurs familles, en dehors de la sphère strictement agricole (Paul *et al.*, 1994). Mais la « rentabilité » des techniques mises en œuvre au sein des unités de production agricole n'a pas la même signification selon qu'il s'agit d'exploitations capitalistes, familiales ou minifundiaires, et ne peut guère être appréciée de la même façon selon les systèmes d'activités plus globaux au sein desquels ils s'insèrent.

Extensivité des systèmes de production au sein des grandes exploitations spécialisées

Il est fréquent de considérer les grandes exploitations spécialisées comme étant les plus à même d'assurer une production agricole importante aux moindres coûts. La réalité paraît néanmoins plus complexe. S'il est indéniable que la grande agriculture spécialisée permet parfois de rentabiliser au mieux les investissements grâce à de sérieuses économies d'échelle, il n'en reste pas moins vrai qu'elle assure rarement le plein-emploi de la force de travail disponible et se révèle souvent à l'origine de nombreuses « externalités négatives ». Ainsi en est-il des exploitations capitalistes dans lesquelles les propriétaires des moyens de production ne travaillent pas directement eux-mêmes et n'apportent que du capital. Ces exploitations sont dirigées par des gérants, eux-mêmes salariés, dont la tâche est de mettre en œuvre les systèmes de production les plus à même de maximiser le taux de profit pour ceux qui y placent des capitaux. La substitution de la main-d'œuvre salariée par des machines est alors fon-

tion des gains de productivité que procurent les nouvelles techniques et de l'évolution des rapports entre les prix des matériels et de la force de travail. Le licenciement des ouvriers peut intervenir sans attendre la création d'emplois à l'extérieur des exploitations et il n'est pas rare d'observer des systèmes de production peu intensifs en travail dans des régions où sévit pourtant un chômage chronique.

Ainsi en est-il des très grandes exploitations moto-mécanisées qui prédominent aujourd'hui sur les plateaux du Centre-Ouest brésilien. L'établissement d'immenses *granjas* spécialisées dans la production de soja sous le régime militaire est allé de pair avec la mise en place de systèmes de culture hautement motorisés et mécanisés. Dans une société où la force de travail était déjà la ressource la plus sous-employée, l'État a fortement subventionné les crédits d'équipement, avec pour effet d'introduire une des plus grandes distorsions de prix relatifs de toute l'histoire du développement agricole (Romeiro, 2001). Les journaliers ont très vite été remplacés par des machines ou des herbicides, obligeant la main-d'œuvre licenciée à migrer en direction des villes ou de la forêt amazonienne. La monoculture du soja n'a alors guère offert plus d'un emploi à temps plein pour cent hectares (Bertrand *et al.*, 1996). Les passages répétés de charrues à disques et l'exposition prolongée des sols ainsi labourés au soleil et aux pluies tropicales se sont très vite manifestés par une minéralisation accélérée de l'humus, une baisse de la stabilité structurale des sols, la compaction progressive de ces derniers et leur sensibilité accrue aux agents d'érosion. La répétition trop fréquente de la légumineuse sur les mêmes terrains s'est traduite finalement par l'extension de la rouille asiatique (*Phakopsora pachyrhizi*), particulièrement préjudiciable à cette culture.

En Afrique australe, région dans laquelle le développement de l'agriculture a résulté pour l'essentiel de la moto-mécanisation des techniques culturales dans les seules grandes exploitations gérées par la minorité blanche, le recours aux engins motorisés (tracteurs de forte puissance, moissonneuses-batteuses, etc.) a permis d'y réaliser les travaux culturaux avec une main-d'œuvre salariée de moins en moins nombreuse. Des systèmes d'élevage extensifs sont pratiqués au sein de *ranchs* de plusieurs centaines, voire de plusieurs milliers, d'hectares. Les moutons de type Mérinos sont élevés pour la

production de laine sur les savanes et les steppes des zones les moins arrosées du plateau intérieur. L'élevage bovin destiné à la viande est pratiqué le plus souvent sur des prairies permanentes dans les zones d'altitude plus humides. La pratique qui consiste à faire pâturer les troupeaux en les amenant tour à tour sur des parcelles encloses de grande dimension requiert des soins fort limités et ne procure que peu d'emplois. Mais cette technique du *ranching* est précisément celle qui procure un taux de profit élevé du fait qu'elle entraîne de faibles coûts monétaires pour les exploitants (Van Zil *et al.*, 1996). La relative prospérité de « l'agriculture blanche » en Afrique du Sud ne doit donc surtout pas faire illusion : à quelques exceptions près, l'aisance des grands *farmers* provient en effet bien davantage de l'extension considérable des surfaces exploitées au sein de chacune des unités de production qu'à une quelconque intensification des pratiques agricoles : il existe en fait une relation inverse entre la taille des exploitations et leur efficacité économique, du fait que les plus grandes d'entre elles sont celles qui font le moins usage de la force de travail disponible. Lors du recensement agricole de 1988, les marges brutes à l'hectare atteignaient en effet 1 514 rands¹, en moyenne, dans les exploitations de moins de 500 hectares, mais n'étaient que de 36 rands dans celles de plus de 1 000 hectares ! Van Zil *et al.*, 1996].

Précarité et fonctions des exploitations minifundiaires

À l'opposé des gérants en charge de très grands domaines, les nombreux exploitants minifundiaires qui subsistent encore aujourd'hui dans maintes régions d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, ont intérêt à travailler intensément les maigres surfaces dont ils disposent, de façon à disposer des produits et des revenus nécessaires à leur propre survie. Mais du fait de leur extrême pauvreté, ces mêmes paysans ne possèdent bien souvent que des outils manuels et n'ont pas les moyens financiers d'acquiescer les intrants et les équipements qui leur seraient nécessaires pour

¹ 1 euro = 7,52 rands (ZAR).

intensifier réellement leurs systèmes de production. Travaillant dans des conditions de grande précarité, nombre d'entre eux ont intérêt à diversifier leurs systèmes de culture et d'élevage de façon à pouvoir obtenir de quoi manger tout au long de l'année et à minimiser les risques de très faibles résultats économiques. Ces derniers pourraient en effet se révéler fatals pour leur survie. Aussi n'est-il pas rare de voir les paysans minifundiaires mettre en œuvre des systèmes de polyculture-élevage destinés à assurer un revenu minimum garanti, dans lesquels prédominent élevages de basse-cour et associations de diverses cultures. Ces systèmes de production agricole dont la fonction première est d'assurer la subsistance de la paysannerie minifundiaire se rencontrent principalement dans les régions du Tiers Monde à forte densité de population agricole, et tout particulièrement dans les plaines côtières et les deltas asiatiques (fleuve Rouge, Mékong, fleuve Jaune, *Yangzijiang*, etc.), dans les basses vallées fertiles du Gange et de l'Indus, dans les régions montagneuses du Salvador et d'Haïti, ainsi que sur les hauteurs du Burundi et du Rwanda.

Longtemps restées à l'écart des grands courants d'échange internationaux, les hautes terres de l'Afrique des Grands lacs hébergent depuis déjà longtemps une population nombreuse. Très tôt, les paysans ont pu en effet y développer des rotations intensives, sans période de friche arbustive ni arborée, en association avec un élevage pastoral dont la fonction n'était pas seulement de pourvoir les agriculteurs en diverses protéines alimentaires (lait, viande et sang), mais de fournir aussi une abondante fumure organique pour la fertilisation des parcelles mises en culture, grâce aux déjections animales accumulées lors du parage nocturne des animaux à proximité de ces dernières. Cette association précoce de l'agriculture et de l'élevage avec transferts latéraux de matières organiques depuis les aires de pâture jusqu'aux soles cultivées explique pour une large part la forte densité démographique, déjà proche des 100 habitants au kilomètre carré à la fin de l'époque coloniale. Celle-ci a ensuite plus que doublé, entre 1960 et 1990 ; mais, contrairement à ce que pouvaient craindre certains auteurs (Gourou, 1953), la production vivrière a suivi une progression relativement similaire à celui de la population et les disponibilités alimentaires par habitant n'ont pratiquement pas diminué au cours de ces trois décennies. Avec ses seuls outils manuels, la paysannerie des hautes terres s'est

montrée capable de diversifier et intensifier toujours davantage ses systèmes de culture. La pratique des cultures associées et le chevauchement systématique des cycles de culture ont permis aux agriculteurs d'assurer un couvert végétal quasi permanent de leurs terrains cultivés. L'introduction d'arbres divers au sein des associations de cultures et la mise en place de bananeraies denses pour la fabrication de bière ont entraîné une exploitation plus profonde des sols, avec une production croissante de biomasse aérienne dont les paysans utilisent une grande partie pour amender les sols en matière organique. Tant et si bien que ce sont les régions les plus densément peuplées des hautes terres d'Afrique centrale qui présentent aujourd'hui le plus important couvert arboré (Cochet, 2001) en zone cultivée.

Les systèmes de production dont la fonction première est d'assurer l'autosubsistance des familles paysannes ne sont pas le fait des seules régions les plus isolées où les coûts de transport et de commercialisation sont élevés. Intégrés à l'économie de marché depuis bien avant l'indépendance de leur pays (1804), les paysans des mornes haïtiennes ont déjà une longue expérience des échanges marchands. Mais alors qu'au XIX^e siècle, ces derniers commercialisaient du café et du bois pour acheter leurs vêtements et des outils, ils s'efforcent aujourd'hui de produire d'abord de quoi manger, quitte à devoir vendre et racheter périodiquement des produits vivriers. Leurs besoins d'argent sont devenus si pressants, et les conditions de stockage si rudimentaires, qu'il leur faut presque toujours vendre une part de leurs productions vivrières dès la récolte, alors que leurs prix sont au plus bas. Parfois même doivent-ils vendre leurs récoltes « sur pied » aux commerçants usuriers auprès desquels ils se sont préalablement endettés. Leurs disponibilités financières sont en effet si faibles que les paysans doivent souvent acheter leur nourriture à crédit, à des taux usuraires (de 10 à 20 % par mois) et sont parfois contraints d'escompter leurs récoltes à venir pour pouvoir emprunter. Lorsqu'ils ne peuvent plus guère assumer par eux-mêmes certaines grosses dépenses (décès, accidents, etc.), ces paysans minifundiaires n'ont souvent pas d'autres moyens que de céder leurs terres en gage pour des périodes de plusieurs années aux exploitants ou à des commerçants qui sont en mesure de leur donner d'emblée l'argent dont ils ont besoin.

Dans ces conditions d'extrême précarité, la pratique qui consiste à associer dans un même champ des plantes aux exigences agrophysiologiques différentes s'explique avant tout par le souci de minimiser les risques de très mauvais résultats, sachant que si le climat d'une année particulière ne convient pas à l'une des espèces cultivées, il peut néanmoins être favorable à l'une ou l'autre des cultures restantes.

Le minifundisme agricole est parfois le corollaire de la concentration des terres agricoles dans les mains d'une petite minorité de grands propriétaires fonciers. Telle est bien la situation dans maintes régions d'Amérique latine, d'Afrique du Nord et d'Asie du Sud, où les réformes agraires n'ont jamais vraiment pu être menées à leur terme. Avec les faibles moyens dont ils disposent, les paysans minifundiaires essaient d'assurer en priorité la nourriture de leurs enfants et de leurs parents les plus proches. Intensifiés en travail, les systèmes de production mis en œuvre sur leurs minuscules parcelles ne permettent cependant pas de garantir à eux seuls la survie des familles et le plein-emploi de leurs membres ; la main-d'œuvre familiale est alors bien souvent obligée de chercher du travail salarié à l'extérieur. La force de travail employée dans les latifundia des hautes terres d'Amérique latine est ainsi constituée, pour l'essentiel, par de petits « colons » à qui les grands propriétaires concèdent le droit de cultiver de petits lopins sur leurs domaines, en échange de l'obligation d'aller travailler plus ou moins gracieusement dans leurs réserves personnelles. Les communautés indigènes historiquement refoulées dans les régions montagneuses les plus ingrates constituent elles aussi un inépuisable gisement de main-d'œuvre salariée et nombreux sont leurs membres qui doivent vendre leur force de travail à l'extérieur de leurs villages, quitte à devoir migrer périodiquement vers les vallées intérieures et les plaines littorales, pour se procurer des revenus complémentaires.

Telle paraît bien, dans ce contexte, la fonction première des exploitations minifundiaires : faire en sorte que les paysans assurent par eux-mêmes la production et l'entretien de leur propre force travail, pendant la saison des pluies, afin que celle-ci puisse être ensuite achetée au moindre prix à l'extérieur, dans les grandes plantations ou les autres secteurs économiques.

Les capacités d'adaptation des exploitations agricoles familiales marchandes de taille moyenne

Mais nombreuses sont cependant aussi dans le Tiers Monde les exploitations agricoles familiales de taille moyenne dans lesquelles les systèmes de production pratiqués assurent le plein-emploi de la force de travail disponible et garantissent des revenus suffisants pour assurer l'amélioration du niveau de vie des familles ainsi que l'achat de nouveaux matériels, sans avoir à vendre systématiquement de la force de travail à l'extérieur : il s'agit alors d'exploitations familiales dans lesquelles les agriculteurs parviennent à produire surtout des biens destinés à la vente, sans exclure toutefois le fait qu'une partie plus ou moins importante de la production peut aussi servir à satisfaire la consommation immédiate des ménages. Seul pays d'Asie du Sud-Est à ne pas avoir été colonisé, la Thaïlande présente une prépondérance d'exploitations agricoles familiales marchandes et se révèle être aujourd'hui le premier exportateur mondial de riz, de manioc et de caoutchouc. Les progrès foudroyants de la riziculture chinoise et vietnamienne, intervenus aussitôt après la restauration des exploitations familiales dans les années 1980, démontrent bien la capacité d'innovation manifestée par les paysanneries concernées, dès que leur fut accordée une relative liberté dans la conduite de leurs systèmes de production agricole ; et cela d'autant plus que ces avancées se sont aussi accompagnées d'une rapide diversification des systèmes de culture et d'élevage, avec des gains significatifs de productivité dans les domaines de l'arboriculture et du petit élevage.

Les exploitations agricoles familiales marchandes présentent en fait de nombreuses variantes, selon l'importance et la nature des immobilisations de capital fixe, le jeu des contraintes collectives auxquelles doivent éventuellement se soumettre leurs responsables et les modalités de leur intégration dans les filières agro-industrielles. Les décisions relatives

aux choix des rotations et à la conduite des troupeaux ne sont pas nécessairement à chaque fois le fait du seul chef d'exploitation mais résultent aussi parfois de normes et de compromis édictés à d'autres niveaux : ceux du lignage, du clan, de la communauté de voisinage, des entreprises situées en amont ou en aval, etc. Le respect des règles collectives est alors perçu par beaucoup comme une contrainte ; mais il peut néanmoins se révéler très efficace lorsque les solidarités qui en résultent ont des vertus antialéatoires. C'est ce que l'on observe encore aujourd'hui dans les régions cotonnières du Sud-Mali : les exploitations agricoles dans lesquelles travaillent encore ensemble plusieurs dizaines de proches parents sont généralement les mieux dotées en équipements attelés ou motorisés et celles où on observe les revenus par actif les plus élevés. Cela résulte pour une large part de la socialisation des risques encourus lorsqu'interviennent des événements malencontreux (sécheresses, chutes des prix, épizooties, etc.). La fréquence avec laquelle les familles doivent brutalement céder la totalité de leur capital par suite d'un accident ou de maladies est bien moindre dans une famille nombreuse où travaillent solidairement un grand nombre d'adultes que dans une famille aux faibles effectifs pour laquelle l'arrêt de travail d'un seul actif peut très vite se révéler fatal. Du fait de leurs pyramides des âges moins changeantes, les « grandes familles » semblent beaucoup moins sensibles aux inconvénients du cycle décrit par Chayanov, grâce à un nombre de bouches à nourrir par personne en âge de travailler plus constant (De Groot *et al.*, 1998).

D'une façon générale, les paysans s'efforcent de gérer au mieux la main-d'œuvre familiale en tenant compte des opportunités de travail extérieur, quitte à mettre en place des systèmes de production agricole dans lesquels les pointes de travail ne rentrent pas en concurrence avec les périodes au cours desquelles se présentent des occasions d'emplois rémunérés en dehors de leurs exploitations. Mais il n'est guère de l'intérêt des chefs d'exploitation de remplacer leur force de travail familiale par des machines tant que celle-ci ne dispose pas d'emplois suffisamment rémunérateurs en dehors de l'agriculture. La pluriactivité des agriculteurs ne revêt donc pas la même signification selon qu'il s'agit de paysans pauvres

contraints de chercher du travail à l'extérieur de leurs exploitations pour compléter leurs revenus monétaires, pendant les saisons de moindres travaux agricoles, ou d'exploitants modifiant peu à peu leurs systèmes de culture et d'élevage de façon à aménager leurs calendriers de travail et se dégager des plages de temps libre aux moments où se présentent des occasions de travail extérieur particulièrement avantageuses. Dans le premier cas, la pluriactivité apparaît comme une impérieuse nécessité et traduit en fait souvent un processus de relative prolétarianisation. Dans la seconde situation, les activités agricoles peuvent être amenées à évoluer de façon à ce que puissent toujours jouer à plein les complémentarités avec les autres occupations. S'il est donc vrai que les activités agricoles peuvent être considérées comme de simples éléments constitutifs de systèmes d'activités familiales plus vastes et diversifiés que les seuls systèmes de culture et d'élevage, il n'en reste pas moins pertinent de bien les analyser en termes de sous-systèmes, de façon à prendre en compte la manière avec laquelle le caractère saisonnier et aléatoire de l'agriculture impose des contraintes spécifiques en matière de calendriers de travail, transferts de matières et d'énergie, fluctuations de prix, flux financiers, etc.

Pour améliorer leur niveau de vie, les familles paysannes ont en fait intérêt à valoriser au mieux les ressources (terres, force de travail, capital circulant...) dont elles disposent en relativement moins grande quantité, et tiennent donc soigneusement compte des résultats qu'elles pourraient obtenir en les affectant à divers emplois alternatifs, quitte à recourir abondamment aux ressources dont les coûts d'opportunité sont les plus faibles. Mais le coût d'opportunité de la force de travail peut varier ainsi d'un instant à l'autre et les chefs d'exploitation s'appliquent donc à gérer au mieux leur main-d'œuvre familiale de façon à ne pas devoir affronter de trop grosses pointes de travail, ni à subir de longues périodes de moindre activité. Ce faisant, ils sont amenés souvent à combiner divers systèmes de culture et d'élevage au sein de leurs unités de production, de façon à pouvoir échelonner les travaux agricoles tout au long de l'année. Les paysans en charge d'exploitations agricoles de taille moyenne n'ont guère intérêt à envoyer leurs enfants en ville tant qu'ils ne sont

pas sûrs d'y obtenir une rémunération suffisante ; ce faisant, ce sont eux qui, travaillant pour leur propre compte, régulent au mieux l'exode rural en conformité avec l'intérêt général, à l'opposé des exploitants capitalistes qui peuvent avoir intérêt à licencier leur main-d'œuvre salariée quelles que soient les conditions du marché du travail.

L'épargne que doivent mobiliser les familles paysannes pour équiper leurs exploitations provient parfois des revenus dégagés de la vente de force de travail familiale à l'extérieur ou lors de la réalisation d'activités artisanales non agricoles ; la pluriactivité apparaît alors clairement comme l'un des moyens mis en œuvre pour maintenir l'exploitation agricole en activité. À l'inverse, il existe aussi de nombreuses situations dans lesquelles les paysans mobilisent une grande part de leurs revenus agricoles pour assurer la formation de leurs enfants et investir dans d'autres secteurs d'activités : artisanat, petit commerce, transport, etc. La pluriactivité semble n'être alors que le prélude à une totale reconversion professionnelle. Parfois même, les agriculteurs vendent tout ou partie de leurs troupeaux pour financer les passeurs qui leur permettront de migrer plus ou moins clandestinement à l'étranger et d'y bénéficier de salaires souvent très supérieurs aux revenus qu'ils pourraient escompter en restant agriculteurs dans leurs pays. Une partie des rémunérations obtenues à l'extérieur ne manque alors pas d'être réexpédiée vers les villages d'origine. Ainsi en est-il en Amérique centrale, au Mexique et dans les pays andins : les villages dont les maisons ont été pour la plupart récemment agrandies et rénovées sont ceux dans lesquels les émigrés sont proportionnellement les plus nombreux. Les fonds rapatriés peuvent aussi fréquemment servir à la reconstitution des troupeaux villageois en prévision d'une éventuelle retraite. Les activités extérieures permettent ainsi un véritable retour sur investissement pour les systèmes de production agricole (Cortes, 2000).

Des paysans assurant des fonctions environnementales dans leurs « pays »

La souplesse dont sait faire preuve l'agriculture paysanne provient du fait que les producteurs qui travaillent pour leur propre compte au sein des exploitations familiales disposent d'une fine connaissance des particularités écologiques et sociales de leurs « pays ». Tous n'ont peut-être pas les mêmes moyens pour faire face aux divers imprévus et résoudre les multiples problèmes auxquels ils sont plus ou moins régulièrement confrontés, mais leur connaissance du « terrain » est souvent telle qu'ils sont plus à même d'agir à bon escient que les gérants de grandes exploitations capitalistes ou patronales qui ne participent pas directement aux travaux, ne visitent que très épisodiquement leurs parcelles ou leurs troupeaux, et ne bénéficient souvent même pas de l'expérience de leurs parents.

L'association agriculture-élevage qui est fréquemment pratiquée au sein des exploitations agricoles familiales marchandes de taille moyenne rend souvent aisé le recyclage des résidus de culture pour la litière ou l'affouragement des animaux, et celui des déjections animales pour la fertilisation des sols ; elle évite donc bien des gaspillages dans la gestion de la biomasse disponible et diminue les achats d'intrants en conséquence, tout en ayant généralement des effets favorables sur l'environnement : maintien du taux d'humus, moindres pollutions des nappes phréatiques, etc. Pour peu que les paysans aient les moyens de diversifier leurs systèmes de culture et d'élevage, les exploitations familiales de taille moyenne sont donc souvent celles dans lesquelles les fonctions de protection de l'environnement et de préservation des potentialités productives des écosystèmes sont les mieux assurées. Et cela d'autant plus que les paysans peuvent avoir intérêt à transmettre à leurs enfants des exploitations

agricoles en bon état dans la mesure où ils disposent d'un droit foncier ou d'usufruit pour plusieurs générations. L'intérêt de promouvoir le maintien d'exploitations agricoles familiales marchandes de taille moyenne ne réside donc pas seulement dans leur capacité à réguler l'exode rural en conformité avec l'intérêt général, en relation avec les opportunités de travail extérieur, mais concerne aussi directement le caractère écologiquement « durable » des processus de développement. Cet aspect rarement présenté dans les travaux sur l'agriculture familiale mériterait d'être étudié dans différents contextes et par rapport à une diversité de ressources (terre, couvert arboré, biodiversité, etc.). ■

Références

- Bertrand JP, Hillcoat G. *Brésil et Argentine. La compétitivité agricole et alimentaire en question*. Paris : Inra éditions ; L'Harmattan, 1996.
- Cochet H. *Crises et révolutions agricoles au Burundi*. Paris : Ina-PG ; Karthala, 2001.
- Cortes G. *Partir pour rester. Survie et mutations des sociétés paysannes andines*. Paris : Institut de recherche pour le développement (IRD), 2000.
- De Groote H, Djouara H, Fomba B. Les femmes et la riziculture de bas fond : les déterminants socio-économiques. In : *Aménagement et mise en valeur des bas-fonds au Mali. Bilan et perspectives nationales ; intérêt pour la zone de savane ouest-africaine*. Sikasso, Mali : Institut d'économie rurale (IER) ; Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad) ; Compagnie malienne pour le développement des textiles (CMDT) ; Consortium bas-fond (CBF), 1998.
- Gourou P. La densité de la population au Ruanda-Urundi. Esquisse d'une étude démographique. *Mémoires de la section des sciences naturelles et médicale Institut royal colonial belge* 1953 ; XXI : 6-18.
- Paul JP, Bory A, Bellande A, et al. Quel système de référence pour la prise en compte de la rationalité de l'agriculteur ? Du système de production agricole au système d'activité. *Les cahiers de la Recherche-Développement* 1994 : 7-19.
- Romeiro RA. Développement économique et agriculture familiale au Brésil. *Rev Tiers Monde* 2001 ; XLII : 633-55.
- Van Zil J, Binswanger HP, Thirtle C. *The relationship between farm size and efficiency in South African agriculture. Policy research working paper 1548*. Washington (DC) : The World Bank, 1995.
- Van Zil J, Binswanger H. Market-assisted rural land reform : how will it work? In : Van Zil J, Kirsten J, Binswanger HP, eds. *Agricultural land reform in South Africa. Policies, markets and mechanisms*. Oxford : Oxford University Press, 1996.